

# MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR

**Décret du 17 décembre 1992 accordant la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux, dite « concession de Désirée » (Nord), à la société Gazonor**

NOR: INDE200935D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce extérieur et du ministre délégué à l'énergie,

Vu le code minier ;

Vu le décret n° 80-204 du 11 mars 1980 relatif aux titres miniers, ensemble l'arrêté d'application du même jour ;

Vu le décret n° 81-374 du 15 avril 1981 approuvant le cahier des charges type des concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux ;

Vu la pétition du 17 avril 1991, complétée le 18 juin 1991, par laquelle la société Gazonor, dont le siège social est à Douai (Nord), 64, rue des Minimes, sollicite, pour une durée de vingt-cinq ans, une concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux, dite « concession de Désirée », portant sur partie du département du Nord ;

Vu les mémoires, engagements, plans, pouvoirs et autres pièces produits à l'appui de cette pétition ;

Vu les pièces de l'enquête publique à laquelle ladite pétition a été soumise du 4 novembre au 3 décembre 1991 inclus ;

Vu les rapport et avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du Nord - Pas-de-Calais en date du 7 février 1992 ;

Vu l'avis du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais, préfet du Nord, en date du 27 février 1992 ;

Vu l'avis du Conseil général des mines en date du 16 juin 1992 ;

Vu le cahier des charges expressément accepté par la société Gazonor ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées à l'intérieur du périmètre défini à l'article 2 ci-dessous et portant sur partie du territoire des communes de Bouchain, Denain, Douchy-les-Mines, Erre, Escaudain, Haulchin, Haveluy, Hélesmes, Hornaing, Lourches, Mastaing, Neuville-sur-Escaut, Noyelles-sur-Selle, Prouvy, Rœulx, Rouvignies, Wallers et Wavrechain-sous-Denain, dans le département du Nord, sont concédées à la société Gazonor aux clauses et conditions du cahier des charges susvisé, qui restera annexé au présent décret.

Art. 2. - Conformément à la carte au 1/50 000 annexée au présent décret, le périmètre de cette concession, dénommée « concession de Désirée », est constitué par les arcs de méridiens et de parallèles joignant successivement les sommets définis ci-après par leurs coordonnées géographiques, le méridien origine étant celui de Paris :

|   |           |            |
|---|-----------|------------|
| A | 1,19 gr E | 55,96 gr N |
| B | 1,19 gr E | 55,95 gr N |
| C | 1,20 gr E | 55,95 gr N |
| D | 1,20 gr E | 55,93 gr N |
| E | 1,25 gr E | 55,93 gr N |
| F | 1,25 gr E | 55,91 gr N |
| G | 1,21 gr E | 55,91 gr N |
| H | 1,21 gr E | 55,90 gr N |
| I | 1,20 gr E | 55,90 gr N |
| J | 1,20 gr E | 55,89 gr N |
| K | 1,19 gr E | 55,89 gr N |
| L | 1,19 gr E | 55,88 gr N |
| M | 1,17 gr E | 55,88 gr N |
| N | 1,17 gr E | 55,87 gr N |
| O | 1,09 gr E | 55,87 gr N |
| P | 1,09 gr E | 55,88 gr N |
| Q | 1,07 gr E | 55,88 gr N |
| R | 1,07 gr E | 55,89 gr N |
| S | 1,05 gr E | 55,89 gr N |
| T | 1,05 gr E | 55,90 gr N |
| U | 1,09 gr E | 55,90 gr N |

|   |           |            |
|---|-----------|------------|
| V | 1,09 gr E | 55,91 gr N |
| W | 1,10 gr E | 55,91 gr N |
| X | 1,10 gr E | 55,96 gr N |

Ce périmètre délimite une superficie de 68,01 kilomètres carrés environ.

Art. 3. - La concession est accordée pour une durée de vingt-cinq ans à compter de la publication du présent décret au *Journal officiel de la République française*.

Art. 4. - En application de l'article 37 du code minier, la redevance tréfoncière due par le titulaire de la concession aux propriétaires de la surface est fixée à la somme une fois payée de 100 F par hectare de terrain compris dans le périmètre de ladite concession.

Art. 5. - Un extrait du présent décret sera, par les soins du préfet, affiché à la préfecture du Nord et dans les dix-huit communes sur lesquelles porte la concession, inséré au recueil des actes administratifs de cette préfecture et, aux frais du concessionnaire, publié dans un journal régional ou local dont la diffusion s'étend à toute la zone couverte par ladite concession.

Art. 6. - Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur et le ministre délégué à l'énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié, avec le cahier des charges y annexé, au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 17 décembre 1992.

PIERRE BÉRÉGOVOY

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur,  
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le ministre délégué à l'énergie,  
ANDRÉ BILLARDON

*Nota.* - La carte mentionnée à l'article 2 peut être éventuellement consultée à la direction générale de l'énergie et des matières premières (B.L.M.), 99, rue de Grenelle, à Paris (7<sup>e</sup>), ainsi que dans les bureaux de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du Nord - Pas-de-Calais, 941, rue Charles-Bourseul, à Douai.

## ANNEXE

### CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION DE MINES D'HYDROCARBURES LIQUIDES OU GAZEUX DE DÉSIRÉE

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>

##### Obligations générales du concessionnaire

###### Article 1<sup>er</sup>

La concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Concession de Désirée » est régie par le présent cahier des charges qui demeurera annexé au décret institutif de cette concession.

###### Article 2

Le concessionnaire fait élection de domicile en France, à Douai (Nord). Dans le cas où il déciderait ultérieurement de transférer ce domicile dans une autre commune, il en adressera immédiatement la déclaration au préfet du département ainsi qu'au directeur régional de l'industrie et de la recherche territorialement compétent.

###### Article 3

*Cas de la concession accordée à des personnes n'ayant pas constitué une société commerciale*

Sans objet.

###### Article 4

Pour l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 81 du code minier, le concessionnaire est tenu de communiquer au directeur régional de l'industrie et de la recherche, deux mois avant le début de chaque année civile, un programme de travaux qui comporte, notamment, une étude sur la récupération finale de chacun des produits contenus dans le gisement, avec l'engagement d'appli-

quer les méthodes d'exploitation appropriées. Ce programme comprend toutes les informations et études nécessaires à l'appréciation des conditions d'exploitation du point de vue technique et économique.

Si, à l'expiration du délai de deux mois à compter de cette communication, le directeur régional de l'industrie et de la recherche n'a notifié aucune observation au concessionnaire, le programme est réputé avoir été approuvé.

Si le programme présenté n'est pas conforme aux objectifs du présent article, le préfet peut, sous réserve de l'application de l'article 21 ci-dessous, sur avis du directeur régional de l'industrie et de la recherche, le concessionnaire entendu, imposer à celui-ci l'exécution de travaux supplémentaires.

Le concessionnaire est tenu, en cas de mise en évidence d'un nouveau réservoir, d'en faire déclaration dans les meilleurs délais au directeur régional de l'industrie et de la recherche, avec copie au ministre chargé des hydrocarbures.

#### Article 5

Au cas où il serait reconnu ou présumé qu'un réservoir déborde les limites de la concession, si la partie extérieure à celle-ci est couverte par un titre minier, le concessionnaire n'entreprendra ou ne poursuivra l'exploitation de ce réservoir que conformément à un accord avec le titulaire du titre minier couvrant le reste de la structure ou, à défaut d'un tel accord, conformément aux règles techniques qui lui seront notifiées par le préfet.

Si la surface n'est pas couverte par un titre minier, le concessionnaire est tenu de demander une extension.

#### Article 6

Le concessionnaire est tenu de communiquer au ministre chargé des hydrocarbures, par l'intermédiaire du directeur régional de l'industrie et de la recherche :

1° Chaque année, deux mois avant le début de chaque année civile, les prévisions de production au cours dudit exercice accompagnées de la ventilation des expéditions projetées entre les diverses usines de traitement ainsi que les données prévisionnelles relatives à l'économie de l'exploitation ;

2° Chaque mois, des états permettant de suivre la production du gisement, les stocks de pétrole brut entretenus par le concessionnaire et les quantités de produits finis extraits du pétrole traité.

#### Article 7

Le concessionnaire est tenu :

1° De disposer des gaz extraits du gisement de façon à éviter des pertes d'énergie ou de produits industriels ;

2° De n'exporter les hydrocarbures extraits du gisement qu'avec l'autorisation du ministre chargé des hydrocarbures ;

3° D'informer, par l'intermédiaire du directeur régional de l'industrie et de la recherche, le ministre chargé des hydrocarbures d'éventuelles modifications dans l'organisation de la société.

#### Article 8

*Obligation imposée lorsque la concession fait suite à une concession non prolongée à son terme et dont le gisement a fait retour à l'Etat en application de l'article 29-III du code minier*

Sans objet.

#### Article 9

*Obligation imposée en cas de mutation de la concession*

Sans objet.

#### Article 10

Les agents désignés par le ministre chargé des hydrocarbures ont libre accès dans les établissements du concessionnaire et peuvent demander communication de tous documents nécessaires au contrôle des dispositions du présent chapitre ainsi qu'à celui du relevé des quantités d'huile brute ou de gaz assujetties à la redevance proportionnelle.

### CHAPITRE II

#### Conditions particulières de la concession

#### Article 11

*Obligations relatives à la continuation de l'exploration de la concession*

Néant.

#### Article 12

*Obligations relatives à la protection des intérêts mentionnés à l'article 84 du code minier*

Le concessionnaire devra conduire l'exploitation de façon à éviter tout affaissement de nature à compromettre la sécurité de la surface et de façon à assurer la protection de l'usage, du débit et de la qualité des eaux de toute nature.

Avant l'ouverture de travaux ou avant tout changement de la méthode d'exploitation, le concessionnaire adressera au D.R.I.R.E. un mémoire exposant les principes de la méthode d'exploitation ; notamment lors de la cessation d'exploitation seront exposées les conditions d'abandon de la mine propres à assurer la stabilité à long terme des terrains et la sûreté de la surface.

#### Article 13

*Obligations concernant les relations entre titulaires conjoints et solidaires*

Néant.

#### Article 14

*Obligations concernant le contrôle de la société ou des sociétés titulaires de la concession*

Néant.

#### Article 15

*Obligations concernant la disposition des produits*

Néant.

#### Article 16

*Autres conditions particulières*

Néant.

### CHAPITRE III

#### Retrait

#### Article 17

Outre les cas de retrait prévus par les lois et les règlements en vigueur, le retrait de la concession peut être prononcé en cas de non-paiement par le concessionnaire de la redevance prévue à l'article 31 du code minier.

### CHAPITRE IV

#### Fin de la concession

#### Article 18

Le concessionnaire est tenu de maintenir en état d'entretien les terrains, bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature servant à l'exploitation et en constituant des dépendances immobilières qui doivent faire retour gratuitement à l'Etat ou lui être cédées en fin de concession. Il devra en fin de concession être propriétaire de ces biens.

#### Article 19

Le concessionnaire doit faire connaître au ministre chargé des hydrocarbures cinq ans au plus tard avant l'expiration de la concession s'il a l'intention de continuer l'exploitation au-delà de ce terme, et, dans ce cas, lui adresser une demande à cet effet.

Il est statué sur cette demande trois ans au plus tard avant la date d'expiration de la concession dans les conditions fixées à l'article 29 du code minier.

#### Article 20

Si la demande de prolongation de la concession n'a pas été présentée dans le délai prévu à l'article 19 ci-dessus ou si elle a été rejetée, le ministre chargé des hydrocarbures se prononce, le concessionnaire entendu et après avis du Conseil général des mines, sur la continuation de l'exploitation au-delà du terme de la concession.

Si le ministre estime que l'exploitation doit être continuée, il est fait application des dispositions suivantes :

1° Le ministre détermine, le concessionnaire entendu, les travaux d'entretien, de préparation et de développement indispensables à la continuation de l'exploitation au-delà du terme prévu. Il fixe les conditions d'exploitation jusqu'à ce terme ainsi que les modalités suivant lesquelles l'Etat participe aux dépenses nécessaires à l'exécution de ces travaux.

Il désigne une commission mixte paritaire chargée d'établir au plus tard deux ans avant le terme de la concession un état des lieux et un inventaire contradictoires et nomme un représentant de l'Etat chargé de veiller à l'exécution des mesures prescrites à l'alinéa précédent.

2° Après notification de la décision ministérielle mentionnée à l'article 20-1 ci-dessus, le concessionnaire est tenu d'exécuter les travaux que, en vertu de cette décision, le représentant de l'Etat lui prescrit, par programmes semestriels, après l'avoir préalablement consulté ;

3° L'Etat avance au concessionnaire les sommes correspondant aux dépenses nécessaires à l'exécution des travaux prescrits en vue d'assurer la continuité de l'exploitation au-delà du terme de la concession. Ces sommes sont calculées au vu de la comptabilité analytique de l'entreprise.

Ces avances comportent une participation aux frais généraux du concessionnaire, sous la forme d'un forfait calculé, compte tenu des charges supplémentaires imposées au concessionnaire en vertu du présent article.

Ces avances sont effectuées à concurrence des neuf dixièmes au début de chaque semestre sur décision du ministre après visa du représentant de l'Etat. Le solde des dépenses prises en charge par l'Etat est réglé au concessionnaire à l'expiration de la concession.

4° A ce même terme, sont remis gracieusement à l'Etat les terrains et installations indispensables à la production tels que sondages et réseaux de collecte et leurs équipements ainsi que les installations de secours.

Les autres terrains nécessaires à l'exploitation, les approvisionnements et les autres installations visées à l'article 71 du code minier sont cédés à l'Etat sur sa demande, à condition que celle-ci soit formulée avant l'expiration de la concession.

5° Le présent article est applicable en cas de renonciation totale ou partielle ou en cas de retrait de la concession.

## CHAPITRE V

### Commission de conciliation et dispositions diverses

#### Article 21

En cas de désaccord entre l'administration et le concessionnaire sur l'application du présent cahier des charges, le litige peut être soumis par l'une et l'autre des parties avant qu'il soit statué par le ministre chargé des hydrocarbures à l'examen d'une commission de conciliation composée de trois membres : le premier désigné par le ministre et choisi parmi les ingénieurs des mines, le second désigné par le concessionnaire et le troisième désigné d'un commun accord par les deux premiers, ou, à défaut d'entente entre eux, par le président du tribunal administratif de la circonscription où est situé le domicile élu du concessionnaire à la requête de la partie la plus diligente. Cette commission doit formuler son avis, par rapport motivé, dans un délai de deux mois après sa constitution. Les frais de fonctionnement de la commission sont avancés par le concessionnaire et mis par la commission à la charge de l'une ou l'autre des parties.

#### Article 22

Les frais de timbre, d'enregistrement et de publication au *Journal officiel* du présent cahier des charges seront supportés par le concessionnaire.

Fait à Paris, le 17 décembre 1992.

Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur,  
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le ministre délégué à l'énergie,  
ANDRÉ BILLARDON

Par le concessionnaire :  
Le président de Gazonor,  
A. BROSSARD

**Décret du 17 décembre 1992 accordant la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux, dite « Concession de Poissonnière » (Nord et Pas-de-Calais), à la société Gazonor**

NOR : INDE9200938D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce extérieur et du ministre délégué à l'énergie,

Vu le code minier ;

Vu le décret n° 80-204 du 11 mars 1980 relatif aux titres miniers, ensemble l'arrêté d'application du même jour ;

Vu le décret n° 81-374 du 15 avril 1981 approuvant le cahier des charges type des concessions de mines d'hydrocarbures ou gazeux ;

Vu la pétition du 17 avril 1991, complétée le 18 juin 1991, par laquelle la société Gazonor, dont le siège social est à Douai (Nord), 64, rue des Minimes, sollicite, pour une durée de vingt-cinq ans, une concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux, dite « Concession de Poissonnière », portant sur partie des départements du Nord et du Pas-de-Calais ;

Vu les mémoires, engagements, plans, pouvoirs et autres pièces produits à l'appui de cette pétition ;

Vu les pièces de l'enquête publique à laquelle ladite pétition a été soumise du 21 octobre au 20 novembre 1991 inclus ;

Vu les rapport et avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du Nord - Pas-de-Calais en date du 7 février 1992 ;

Vu l'avis du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais, préfet du Nord, en date du 27 février 1992 ;

Vu l'avis du préfet du Pas-de-Calais en date du 24 mars 1992 ;

Vu l'avis du Conseil régional des mines en date du 16 juin 1992 ;

Vu le cahier des charges expressément accepté par la société Gazonor ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

### Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux situées à l'intérieur du périmètre défini à l'article 2 ci-dessous et portant sur partie du territoire des communes d'Annœullin, Bauvin, Camphin-en-Carembault, Carvin, Ostricourt, Phalempin, Provin, Thumeries et Wahagnies, dans le département du Nord, et d'Acheville, Aix-Noulette, Angres, Annay-sous-Lens, Annequin, Arleux-en-Gohelle, Auchel, Auchy-les-Mines, Avion, Barlin, Bénifontaine, Béthune, Beugny, Beuvry, Billy-Berclau, Billy-Montigny, Bois-Bernard, Bouvigny-Boyeffles, Brunay-Labuissière, Bully-les-Mines, Burbure, Calonne-Ricouart, Camblain-Châtelain, Cambrin, Carvin, Cauchy-à-la-Tour, Courcelles-lès-Lens, Courrières, Cuinchy, Divion, Dourges, Douvrin, Drocourt, Drouvin-le-Marais, Eleu-Dit-Leauwette, Estevelles, Evrin-Malmaison, Ferfay, Floringhem, Fouquereuil, Fouquières-lès-Béthune, Fouquières-lès-Lens, Fresnicourt-le-Dolmen, Givenchy-en-Gohelle, Gosnay, Grenay, Haillécourt, Haisnes, Harnes, Hénin-Beaumont, Hersin-Coupigny, Hesdigneul-lès-Béthune, Houchin, Houdain, Huluch, Labeuvrière, Labourse, Lapugnoy, Leforest, Lens, Libercourt, Liévin, Loison-sous-Lens, Loos-en-Gohelle, Lozinghem, Maisnil-lès-Ruitz, Marles-les-Mines, Mazingarbe, Méricourt, Meurchin, Montigny-en-Gohelle, Nœux-les-Mines, Noyelles-Godault, Noyelles-lès-Vermelles, Noyelles-sous-Lens, Oignies, Ourton, Pont-à-Vendin, Rebreuve-Ranchicourt, Rouvroy, Ruitz, Sallay-Labourse, Sains-en-Gohelle, Sallaumines, Souchez, Vaudricourt, Vendin-le-Viel, Vermelles, Verquigneul, Verquin, Vimy, Violaines et Wingles, dans le département du Pas-de-Calais, sont concédées à la société Gazonor aux clauses et conditions du cahier des charges susvisé, qui restera annexé au présent décret.

Art. 2. - Conformément à la carte au 1/50 000 annexée au présent décret, le périmètre de cette concession, dénommée « Concession de Poissonnière », est constitué par les arcs de méridien et de parallèle joignant successivement les sommets définis ci-après par leurs coordonnées géographiques, le méridien origine étant celui de Paris :

|   |           |            |
|---|-----------|------------|
| A | 0,15 gr E | 56,15 gr N |
| B | 0,15 gr E | 56,13 gr N |
| C | 0,49 gr E | 56,13 gr N |
| D | 0,49 gr E | 56,14 gr N |
| E | 0,67 gr E | 56,14 gr N |
| F | 0,67 gr E | 56,13 gr N |
| G | 0,72 gr E | 56,13 gr N |
| H | 0,72 gr E | 56,12 gr N |
| I | 0,77 gr E | 56,12 gr N |
| J | 0,77 gr E | 56,10 gr N |
| K | 0,78 gr E | 56,10 gr N |
| L | 0,78 gr E | 56,09 gr N |
| M | 0,79 gr E | 56,09 gr N |
| N | 0,79 gr E | 56,08 gr N |
| O | 0,81 gr E | 56,08 gr N |
| P | 0,81 gr E | 56,03 gr N |
| Q | 0,77 gr E | 56,03 gr N |
| R | 0,77 gr E | 56,02 gr N |
| S | 0,76 gr E | 56,02 gr N |
| T | 0,76 gr E | 56,01 gr N |
| U | 0,71 gr E | 56,01 gr N |
| V | 0,71 gr E | 55,98 gr N |

|    |           |            |
|----|-----------|------------|
| W  | 0,56 gr E | 55,98 gr N |
| X  | 0,56 gr E | 55,97 gr N |
| Y  | 0,50 gr E | 55,97 gr N |
| Z  | 0,50 gr E | 55,98 gr N |
| AA | 0,48 gr E | 55,98 gr N |
| AB | 0,48 gr E | 55,99 gr N |
| AC | 0,45 gr E | 55,99 gr N |
| AD | 0,45 gr E | 56,00 gr N |
| AE | 0,44 gr E | 56,00 gr N |
| AF | 0,44 gr E | 56,01 gr N |
| AG | 0,41 gr E | 56,01 gr N |
| AH | 0,41 gr E | 56,02 gr N |
| AI | 0,37 gr E | 56,02 gr N |
| AJ | 0,37 gr E | 56,03 gr N |
| AK | 0,33 gr E | 56,03 gr N |
| AL | 0,33 gr E | 56,04 gr N |
| AM | 0,28 gr E | 56,04 gr N |
| AN | 0,28 gr E | 56,05 gr N |
| AO | 0,18 gr E | 56,05 gr N |
| AP | 0,18 gr E | 56,07 gr N |
| AQ | 0,14 gr E | 56,07 gr N |
| AR | 0,14 gr E | 56,09 gr N |
| AS | 0,13 gr E | 56,09 gr N |
| AT | 0,13 gr E | 56,10 gr N |
| AU | 0,12 gr E | 56,10 gr N |
| AV | 0,12 gr E | 56,11 gr N |
| AW | 0,11 gr E | 56,11 gr N |
| AX | 0,11 gr E | 56,14 gr N |
| AY | 0,12 gr E | 56,14 gr N |
| AZ | 0,12 gr E | 56,15 gr N |

Ce périmètre délimite une superficie de 510,54 kilomètres carrés environ.

Art. 3. - La concession est accordée pour une durée de vingt-cinq ans à compter de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. - En application de l'article 37 du code minier, la redevance tréfoncière due par le titulaire de la concession aux propriétaires de la surface est fixée à la somme une fois payée de 100 F par hectare de terrain compris dans le périmètre de ladite concession.

Art. 5. - Un extrait du présent décret sera, par les soins des préfets, affiché dans les préfectures du Nord et du Pas-de-Calais et dans les 102 communes sur lesquelles porte la concession, inséré au Recueil des actes administratifs de ces préfectures et, aux frais du concessionnaire, publié dans un journal régional ou local dont la diffusion s'étend à toute la zone couverte par ladite concession.

Art. 6. - Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur et le ministre délégué à l'énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié, avec le cahier des charges y annexé, au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 décembre 1992.

PIERRE BÉRÉGOVOY

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur,

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le ministre délégué à l'énergie,  
ANDRÉ BILLARDON

Nota. - La carte mentionnée à l'article 2 peut être éventuellement consultée à la direction générale de l'énergie et des matières premières (B.L.M.), 99, rue de Grenelle à Paris (7<sup>e</sup>), ainsi que dans les bureaux de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du Nord - Pas-de-Calais, 941, rue Charles-Bourseul, à Douai.

## ANNEXE

### CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION DE MINES D'HYDROCARBURES LIQUIDES OU GAZEUX DE POISSONNIÈRE

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### Obligations générales du concessionnaire

##### Article 1<sup>er</sup>

La concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Concession de Poissonnière » est régie par le présent cahier des charges qui demeurera annexé au décret institutif de cette concession.

##### Article 2

Le concessionnaire fait élection de domicile en France, à Douai (Nord). Dans le cas où il déciderait ultérieurement de transférer ce domicile dans une autre commune, il en adressera immédiatement la déclaration au préfet du département ainsi qu'au directeur régional de l'industrie et de la recherche territorialement compétent.

##### Article 3

*Cas de la concession accordée à des personnes n'ayant pas constitué une société commerciale*

Sans objet.

##### Article 4

Pour l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 81 du code minier, le concessionnaire est tenu de communiquer au directeur régional de l'industrie et de la recherche, deux mois avant le début de chaque année civile, un programme de travaux qui comporte, notamment, une étude sur la récupération finale de chacun des produits contenus dans le gisement, avec l'engagement d'appliquer les méthodes d'exploitation appropriées. Ce programme comprend toutes les informations et études nécessaires à l'appréciation des conditions d'exploitation du point de vue technique et économique.

Si, à l'expiration du délai de deux mois à compter de cette communication, le directeur régional de l'industrie et de la recherche n'a notifié aucune observation au concessionnaire, le programme est réputé avoir été approuvé.

Si le programme présenté n'est pas conforme aux objectifs du présent article, le préfet peut, sous réserve de l'application de l'article 21 ci-dessous, sur avis du directeur régional de l'industrie et de la recherche, le concessionnaire entendu, imposer à celui-ci l'exécution de travaux supplémentaires.

Le concessionnaire est tenu, en cas de mise en évidence d'un nouveau réservoir, d'en faire déclaration dans les meilleurs délais au directeur régional de l'industrie et de la recherche, avec copie au ministre chargé des hydrocarbures.

##### Article 5

Au cas où il serait reconnu ou présumé qu'un réservoir déborde les limites de la concession, si la partie extérieure à celle-ci est couverte par un titre minier, le concessionnaire n'entreprendra ou ne poursuivra l'exploitation de ce réservoir que conformément à un accord avec le titulaire du titre minier couvrant le reste de la structure ou, à défaut d'un tel accord, conformément aux règles techniques qui lui seront notifiées par le préfet.

Si la surface n'est pas couverte par un titre minier, le concessionnaire est tenu de demander une extension.

##### Article 6

Le concessionnaire est tenu de communiquer au ministre chargé des hydrocarbures, par l'intermédiaire du directeur régional de l'industrie et de la recherche :

1<sup>o</sup> Chaque année, deux mois avant le début de chaque année civile, les prévisions de production au cours dudit exercice accompagnées de la ventilation des expéditions projetées entre les diverses usines de traitement ainsi que les données prévisionnelles relatives à l'économie de l'exploitation ;

2<sup>o</sup> Chaque mois, des états permettant de suivre la production du gisement, les stocks de pétrole brut entretenus par le concessionnaire et les quantités de produits finis extraits du pétrole traité.

##### Article 7

Le concessionnaire est tenu :

1<sup>o</sup> De disposer des gaz extraits du gisement de façon à éviter des pertes d'énergie ou de produits industriels ;

2<sup>o</sup> De n'exporter les hydrocarbures extraits du gisement qu'avec l'autorisation du ministre chargé des hydrocarbures ;

3<sup>o</sup> D'informer, par l'intermédiaire du directeur régional de l'industrie et de la recherche, le ministre chargé des hydrocarbures d'éventuelles modifications dans l'organisation de la société.

##### Article 8

*Obligation imposée lorsque la concession fait suite à une concession non prolongée à son terme et dont le gisement a fait retour à l'Etat en application de l'article 29-III du code minier*

Sans objet.

##### Article 9

*Obligation imposée en cas de mutation de la concession*

Sans objet.



## Article 10

Les agents désignés par le ministre chargé des hydrocarbures ont libre accès dans les établissements du concessionnaire et peuvent demander communication de tous documents nécessaires au contrôle des dispositions du présent chapitre ainsi qu'à celui du relevé des quantités d'huile brute ou de gaz assujetties à la redevance proportionnelle.

## CHAPITRE II

*Conditions particulières de la concession*

## Article 11

*Obligations relatives à la continuation de l'exploration de la concession*

Néant.

## Article 12

*Obligations relatives à la protection des intérêts mentionnés à l'article 84 du code minier*

Le concessionnaire devra conduire l'exploitation de façon à éviter tout affaissement de nature à compromettre la sécurité de la surface et de façon à assurer la protection de l'usage, du débit et de la qualité des eaux de toute nature.

Avant l'ouverture de travaux ou avant tout changement de la méthode d'exploitation, le concessionnaire adressera au D.R.I.R.E. un mémoire exposant les principes de la méthode d'exploitation ; notamment lors de la cessation d'exploitation seront exposées les conditions d'abandon de la mine propres à assurer la stabilité à long terme des terrains et la sûreté de la surface.

## Article 13

*Obligations concernant les relations entre titulaires conjoints et solidaires*

Néant.

## Article 14

*Obligations concernant le contrôle de la société ou des sociétés titulaires de la concession*

Néant.

## Article 15

*Obligations concernant la disposition des produits*

Néant.

## Article 16

*Autres conditions particulières*

Néant.

## CHAPITRE III

*Retrait*

## Article 17

Outre les cas de retrait prévus par les lois et les règlements en vigueur, le retrait de la concession peut être prononcé en cas de non-paiement par le concessionnaire de la redevance prévue à l'article 31 du code minier.

## CHAPITRE IV

*Fin de la concession*

## Article 18

Le concessionnaire est tenu de maintenir en état d'entretien les terrains, bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature servant à l'exploitation et en constituant des dépendances immobilières qui doivent faire retour gratuitement à l'Etat ou lui être cédées en fin de concession. Il devra en fin de concession être propriétaire de ces biens.

## Article 19

Le concessionnaire doit faire connaître au ministre chargé des hydrocarbures, cinq ans au plus tard avant l'expiration de la concession, s'il a l'intention de continuer l'exploitation au-delà de ce terme, et, dans ce cas, lui adresser une demande à cet effet.

Il est statué sur cette demande trois ans au plus tard avant la date d'expiration de la concession dans les conditions fixées à l'article 29 du code minier.

## Article 20

Si la demande de prolongation de la concession n'a pas été présentée dans le délai prévu à l'article 19 ci-dessus ou si elle a été rejetée, le ministre chargé des hydrocarbures se prononce, le concessionnaire entendu et après avis du Conseil général des mines, sur la continuation de l'exploitation au-delà du terme de la concession.

Si le ministre estime que l'exploitation doit être continuée, il est fait application des dispositions suivantes :

1° Le ministre détermine, le concessionnaire entendu, les travaux d'entretien, de préparation et de développement indispensables à la continuation de l'exploitation au-delà du terme prévu. Il fixe les conditions d'exploitation jusqu'à ce terme ainsi que les modalités suivant lesquelles l'Etat participe aux dépenses nécessaires à l'exécution de ces travaux.

Il désigne une commission mixte paritaire chargée d'établir au plus tard deux ans avant le terme de la concession un état des lieux et un inventaire contradictoires et nomme un représentant de l'Etat chargé de veiller à l'exécution des mesures prescrites à l'alinéa précédent.

2° Après notification de la décision ministérielle mentionnée à l'article 20-1 ci-dessus, le concessionnaire est tenu d'exécuter les travaux que, en vertu de cette décision, le représentant de l'Etat lui prescrit, par programmes semestriels, après l'avoir préalablement consulté.

3° L'Etat avance au concessionnaire les sommes correspondant aux dépenses nécessaires à l'exécution des travaux prescrits en vue d'assurer la continuité de l'exploitation au-delà du terme de la concession. Ces sommes sont calculées au vu de la comptabilité analytique de l'entreprise.

Ces avances comportent une participation aux frais généraux du concessionnaire, sous la forme d'un forfait calculé, compte tenu des charges supplémentaires imposées au concessionnaire en vertu du présent article.

Ces avances sont effectuées à concurrence des neuf dixièmes au début de chaque semestre sur décision du ministre après visa du représentant de l'Etat. Le solde des dépenses prises en charge par l'Etat est réglé au concessionnaire à l'expiration de la concession.

4° A ce même terme, sont remis gracieusement à l'Etat les terrains et installations indispensables à la production tels que sondages et réseaux de collecte et leurs équipements ainsi que les installations de secours.

Les autres terrains nécessaires à l'exploitation, les approvisionnements et les autres installations visées à l'article 71 du code minier sont cédés à l'Etat sur sa demande, à condition que celle-ci soit formulée avant l'expiration de la concession.

5° Le présent article est applicable en cas de renonciation totale ou partielle ou en cas de retrait de la concession.

## CHAPITRE V

*Commission de conciliation et dispositions diverses*

## Article 21

En cas de désaccord entre l'administration et le concessionnaire sur l'application du présent cahier des charges, le litige peut être soumis par l'une et l'autre des parties avant qu'il soit statué par le ministre chargé des hydrocarbures à l'examen d'une commission de conciliation composée de trois membres : le premier désigné par le ministre et choisi parmi les ingénieurs des mines, le second désigné par le concessionnaire et le troisième désigné d'un commun accord par les deux premiers ou, à défaut d'entente entre eux, par le président du tribunal administratif de la circonscription où est situé le domicile élu du concessionnaire à la requête de la partie la plus diligente. Cette commission doit formuler son avis, par rapport motivé, dans un délai de deux mois après sa constitution. Les frais de fonctionnement de la commission sont avancés par le concessionnaire et mis par la commission à la charge de l'une ou l'autre des parties.

## Article 22

Les frais de timbre, d'enregistrement et de publication au *Journal officiel* du présent cahier des charges seront supportés par le concessionnaire.

Fait à Paris, le 17 décembre 1992.

La ministre de l'industrie et du commerce extérieur,  
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le ministre délégué à l'énergie,  
ANDRÉ BILLARDON

Par le concessionnaire :  
Le président de Gazonor,  
A. BROSSARD

**Arrêté du 27 novembre 1992 prorogeant  
des permis exclusifs de recherches de mines**  
NOR : INDE9200944A

Par arrêté du ministre de l'industrie et du commerce extérieur en date du 27 novembre 1992, le permis exclusif de recherches de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dit « Permis de Limoise (Allier) », est prorogé, sur une superficie réduite de 32,2 kilomètres carrés à 1,54 kilomètre carré environ, au profit de la Cogéma jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de concession de mines de « Justice » sollicitée par cette société. Conformément à l'extrait de carte au 1/10 000 annexé au présent arrêté, la surface sur laquelle porte la prorogation, commune au permis exclusif de recherches de mines de Limoise et à la concession sollicitée de Justice, s'inscrit dans un périmètre à côtés rectilignes dont les sommets A, B, C, D et E sont définis comme suit (leurs coordonnées dans le système de projection Lambert-II, zone centrale, étant données à titre subsidiaire) :

- A Intersection de deux droites, l'une joignant les points auxiliaires *n* et *s*, l'autre joignant les points auxiliaires *t* et *p* :  
 $x = 659\ 440,80$   $y = 2\ 179\ 989,58$
- B Intersection de deux droites, l'une joignant les points auxiliaires *m* et *q*, l'autre joignant les points auxiliaires *r* et *p* :  
 $x = 660\ 625,38$   $y = 2\ 180\ 046,97$
- C Intersection de deux droites, l'une joignant les points auxiliaires *m* et *q*, l'autre joignant les points auxiliaires *o* et *r* :  
 $x = 660\ 911,13$   $y = 2\ 179\ 592,62$
- D Intersection de deux droites, l'une joignant les points auxiliaires *p* et *s*, l'autre joignant les points auxiliaires *u* et *q* :  
 $x = 659\ 917,84$   $y = 2\ 178\ 711,13$
- E Intersection de deux droites, l'une joignant les points auxiliaires *n* et *s*, l'autre joignant les points auxiliaires *u* et *q* :  
 $x = 659\ 017,50$   $y = 2\ 179\ 394,38$

**Définition des points auxiliaires :**

- m* Intersection à 3 kilomètres environ au Nord-Ouest d'Agonges, de l'axe de la route départementale 54 avec l'axe de la route départementale 139 (sommets C du permis exclusif de recherches de mines de Limoise) :  
 $x = 660\ 287$   $y = 2\ 180\ 585$
- n* Axe de la borne I.G.N. n° 43, dite Agonges-I, Caltin, à 3,9 kilomètres au Nord-Nord-Ouest d'Agonges :  
 $x = 661\ 041,99$   $y = 2\ 182\ 240,98$
- o* Axe de la borne I.G.N. n° 48, dite Agonges-III, La Grande Justice, à 3,7 km au Nord-Nord-Est d'Agonges :  
 $x = 663\ 679,29$   $y = 2\ 182\ 394,13$
- p* Axe de la borne I.G.N. n° 54, dite Bagneux-I, La Tuilerie, à 2,8 km au Nord-Est d'Agonges :  
 $x = 665\ 254,47$   $y = 2\ 180\ 271,24$
- q* Sommet du toit du clocher de l'église de Saint-Menoux, point géodésique n° 48, dit Saint-Menoux-IV, le bourg :  
 $x = 662\ 878,65$   $y = 2\ 176\ 464,22$
- r* Axe de la borne I.G.N. n° 41, dite Saint-Menoux-II, Les Gandinières, à 3,8 km au Nord-Ouest de Saint-Menoux :  
 $x = 659\ 602,82$   $y = 2\ 178\ 268,56$
- s* Sommet du faîtage, pignon Nord-Est de la maison, point géodésique n° 233, dit La Recueillère, à 3,6 km au Nord-Est de l'église de Bourbon-l'Archambault :  
 $x = 658\ 167,7$   $y = 2\ 178\ 199,5$
- t* Axe de la borne I.G.N. n° 35, dite Bourbon-l'Archambault-VI, La Rouesse, à 4,2 km au Nord-Nord-Est de Bourbon-l'Archambault :  
 $x = 657\ 078,88$   $y = 2\ 179\ 875,15$
- u* Axe du clocher de la chapelle, située près du château appartenant à M. J.-P. Coinchon, à 1,5 km à l'Est de Franchesse :  
 $x = 655\ 360$   $y = 2\ 182\ 170$

Le permis exclusif de recherches de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dit permis de Frémont (Allier), est prorogé, sur une superficie réduite de 65,8 à 10,6 kilomètres carrés environ au profit de la Cogéma, jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de concession de mines de Frémont sollicitée par cette société. Conformément à l'extrait de carte au 1/25 000 annexé au présent arrêté, la surface sur laquelle porte la prorogation,

commune au permis exclusif de recherches de mines de Frémont et à la concession sollicitée de Frémont, s'inscrit dans un périmètre à côtés rectilignes (à l'exception de la ligne joignant les sommets D et E) dont les sommets A, B, C, D et E sont définis comme suit (leurs coordonnées dans le système de projection Lambert-II, zone centrale, étant données à titre subsidiaire) :

- A Point d'intersection à 1,5 km environ au Sud-Sud-Est de Meaulne de deux droites, l'une reliant les points auxiliaires *m* et *p*, l'autre joignant les points auxiliaires *n* et *r* :  
 $x = 621\ 980$   $y = 2\ 176\ 160$
- B Point d'intersection à 3,27 km environ à l'Est-Sud-Est de Vallon-en-Sully de deux droites, l'une joignant les points auxiliaires *o* et *q*, l'autre joignant les points auxiliaires *m* et *p* :  
 $x = 624\ 000$   $y = 2\ 170\ 360$
- C Point d'intersection à 1,55 km environ à l'Est-Sud-Est de Vallon-en-Sully de deux droites, l'une joignant les points auxiliaires *a* et *q*, l'autre joignant les points auxiliaires *p* et *r* :  
 $x = 622\ 290$   $y = 2\ 170\ 560$
- D Point d'intersection, à 1,65 km environ au Nord de Vallon-en-Sully, de la droite joignant les points auxiliaires *p* et *r*, et de la limite des départements de l'Allier et du Cher :  
 $x = 621\ 040$   $y = 2\ 172\ 350$
- E Point d'intersection, à 1,89 km environ au Sud-Ouest de Meaulne, de la droite joignant les points auxiliaires *n* et *r* avec la limite des départements de l'Allier et du Cher :  
 $x = 620\ 350$   $y = 2\ 176\ 055$

**Définition des points auxiliaires :**

- m* Axe du clocher de l'église de Meaulne :  
 $x = 621\ 470$   $y = 2\ 177\ 570$
- n* Axe de la borne I.G.N. n° 26, dite Meaulne-I, Les Galopinières :  
 $x = 624\ 186,99$   $y = 2\ 176\ 290,90$
- o* Axe de la tour principale accolée au mur exposé au Sud de la périphérie de la cour intérieure du château de La Roche-Othon, situé à 5,07 km environ à l'Est-Sud-Est de l'église de Vallon-en-Sully :  
 $x = 625\ 770$   $y = 2\ 170\ 150$
- p* Axe de la borne I.G.N. n° 29, dite Maillet-I, des Brandes :  
 $x = 625\ 573,26$   $y = 2\ 165\ 850,88$
- q* Centre de la boule du clocher de l'église de Vallon-en-Sully, point géodésique n° 17, dit Vallon-en-Sully-II, le bourg :  
 $x = 620\ 733,49$   $y = 2\ 170\ 736,26$
- r* Axe de la borne I.G.N. n° 11, dite Epineuil-le-Fleuriel-II, Chaume Côte-Rieux :  
 $x = 618\ 523,02$   $y = 2\ 175\ 952,55$

Nota. - L'extrait de carte mentionné au présent arrêté peut être consulté dans les locaux de la D.R.I.R.E. Auvergne, à Clermont-Ferrand, 43, rue de Wailly, ou dans ceux du ministère de l'industrie et du commerce extérieur (direction générale de l'énergie et des matières premières, service des matières premières et du sous-sol, bureau de législation minière), 97, rue de Grenelle, Paris (7<sup>e</sup>).

**Arrêté du 15 décembre 1982 portant création d'une  
commission ministérielle de terminologie de la  
chimie**

NOR : INDI8201008A

Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur,  
Vu la loi n° 75-1349 du 31 décembre 1975 relative à l'emploi de la langue française ;

Vu le décret n° 86-439 du 11 mars 1986 relatif à l'enrichissement de la langue française ;

Vu le décret n° 89-403 du 2 juin 1989 instituant un Conseil supérieur de la langue française et une délégation générale à la langue française ;

Sur la proposition du délégué général à la langue française,

**Arrête :**

Art. 1<sup>er</sup>. - Il est institué auprès du ministre de l'industrie et du commerce extérieur une commission de terminologie de la chimie qui a pour mission :

- d'établir et de tenir à jour, pour le secteur de la chimie, un inventaire des lacunes du vocabulaire français ;
- de recueillir, de proposer et de réviser les termes et néologismes pour désigner des réalités nouvelles ou pour remplacer des termes empruntés à d'autres langues ;
- de proposer toutes mesures propres dans son domaine à favoriser l'action du Conseil supérieur de la langue française et de la délégation générale à la langue française.